



**DUBLIN**  
Front Line Defenders – Head Office  
Second Floor, Grattan House  
Temple Road, Blackrock  
Co. Dublin, A94 FA39, Ireland  
  
info@frontlinedefenders.org  
www.frontlinedefenders.org  
  
phone +353 1 212 3750  
fax +353 1 212 1001

**BRUSSELS**  
Front Line Defenders – EU Office  
Square Marie-Louise 72  
1000 Brussels  
Belgium  
  
euoffice@frontlinedefenders.org  
www.frontlinedefenders.org  
  
phone +32 2 230 9383  
fax +32 2 230 0028

10 August 2018

## **DRC: Attaques et menaces contre des défenseurs des droits humains et des journalistes**

Le 3 août 2018, **Jean-Chrysostome Kijana** et d'autres défenseurs des droits humains ont reçu de nouvelles menaces et intimidations. Le 6 juillet 2018, les menaces et intimidations se sont accentuées suite à la diffusion d'un documentaire intitulé "Mbobero, la raison du plus fort est toujours la meilleure" qui dénonce un conflit foncier entre le peuple Mbobero et le président de la République Démocratique du Congo Joseph Kabila.

[Jean-Chrysostome Kijana](#) est le président de la Nouvelle Dynamique de la Société Civile en RDC, NDSCI, une organisation de défense des droits humains qui surveille et dénonce les violations des droits humains, promeut l'état de droit et le droit à l'éducation, et défend les victimes de violences sexuelles. Il est également coordinateur de la campagne internationale "Tournons la Page pour une Alternance Démocratique en Afrique" en République Démocratique du Congo et a participé au tournage de "Mbobero, la raison du plus fort est toujours la meilleure". D'autres, notamment: **Fidèle Mutchungu**, responsable du plaidoyer à NDSCI, les journalistes **Gaël Mpoyo** et **Franc Zongwe**, et l'artiste **Gentil Safari**, qui ont également participé au tournage du documentaire, se cachent suite aux menaces proférées après sa sortie.

Le 3 août 2018, Jean-Chrysostome Kijana a reçu un message d'avertissement provenant d'un numéro inconnu lui ordonnant de mettre fin au soutien qu'il apporte à la population et aux victimes d'expulsions à Mbobero, un village situé dans le Sud-Kivu, sinon ses enfants seraient ciblés.

Le 31 juillet 2018, Jean-Chrysostome Kijana et Gentil Safari ont été menacés de mort par le biais d'une série d'appels téléphoniques et de messages anonymes. Avant cela, le 15 juillet 2018, Gentil Safari a presque été battu à mort par six hommes armés dans les rues de Bukavu. Il semble que l'attaque était des représailles pour sa participation au documentaire, car ses agresseurs lui ont ordonné de retirer la vidéo de sa chaîne YouTube.

Le 6 juillet 2018, Jean-Chrysostome Kijana, Fidèle Mutchungu, Gaël Mpoyo, Franc Zongwe et Gentil Safari ont officiellement lancé la projection du documentaire "Mbobero, la raison du plus fort est toujours la meilleure". Le documentaire dénonce l'extrême violence employée par les forces de sécurité de l'État dans les expulsions forcées d'environ 2500 personnes et la destruction de plus de 300 maisons et un hôpital à Mbobero. Le documentaire contient l'allégation selon laquelle le Président Kabila n'a acheté que 200 hectares de terres à Mbobero mais qu'il a en fait annexé plus de 600 hectares.

Le 8 février 2018, Jean-Chrysostome Kijana a été verbalement menacé par le ministre des Affaires foncières, lors d'une tentative de répression visant à supprimer les reportages sur les violations des droits humains à Mbobero.

Les défenseurs des droits humains et les journalistes qui ont été impliqués dans la production du documentaire sont actuellement contraints de se cacher et sont séparés de leur famille, car ils craignent pour leurs vies et celles de leurs proches.

Front Line Defenders fait part de ses vives préoccupations concernant la sécurité de Jean-Chrysostome Kijana, Fidèle Mutchungu, Gaël Mpoyo, Franc Zongwe, Gentil Safari et leurs familles, car cela semble uniquement lié à leur travail légitime et pacifique en faveur des droits humains.

**Front Line Defenders exhorte les autorités de la République Démocratique du Congo à:**

1. Mener une enquête minutieuse et impartiale sur les violences, menaces et actes d'intimidation contre Jean-Chrysostome Kijana, Fidèle Mutchungu, Gaël Mpoyo, Franc Zongwe et Gentil Safari;
2. Prendre les mesures nécessaires pour garantir l'intégrité physique et psychologique de tous les défenseurs des droits humains susmentionnés, ainsi que l'intégrité physique et psychologique de leurs familles;
3. Garantir qu'en toutes circonstances, tous-tes les défenseur-ses des droits humains en République Démocratique du Congo puissent mener à bien leurs activités légitimes en faveur des droits humains, sans craindre ni restrictions ni représailles.